



## EXTRAIT DE PÉTITION (Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 155 pétitionnaires.

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QUE** seules les municipalités de 100 000 personnes ou plus au Québec ont l'obligation légale d'avoir un vérificateur général;

**CONSIDÉRANT QUE** les organismes supramunicipaux comme les communautés métropolitaines, les conseils d'agglomération et les municipalités régionales de comté ainsi que les municipalités dont la population est inférieure à 100 000 personnes ne sont pas soumis à une vérification comptable rigoureuse en matière d'imputabilité des deniers publics qui leurs sont confiés;

**CONSIDÉRANT QUE** les municipalités et les organismes supramunicipaux n'ont aucune obligation légale à être sous la juridiction d'un ombudsman afin d'assurer le respect des droits des citoyens dans leurs relations avec les services publics municipaux et supramunicipaux;

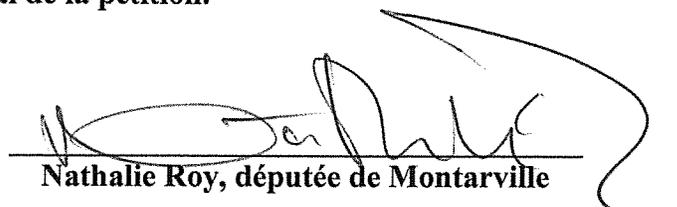
**CONSIDÉRANT QUE** la Commission municipale du Québec a un mandat très restrictif qui se limite à enquêter sur les plaintes visant les élus municipaux et sanctionne les manquements aux règles de leur code d'éthique et de déontologie;

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec d'amender la Loi sur les cités et villes et les autres législations connexes afin que toutes les municipalités et les organismes supramunicipaux soient:

- Sous le périmètre comptable du Vérificateur général du Québec. Ce dernier serait chargé d'auditer les municipalités du Québec, les sociétés municipales et les autres organismes supramunicipaux; et
- Sous la juridiction exclusive du Protecteur du citoyen du Québec afin que ce dernier agisse à titre d'ombudsman impartial et indépendant dont la mission serait d'assurer le respect des droits des citoyens dans leurs relations avec les services publics municipaux et supramunicipaux.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

  
Nathalie Roy, députée de Montarville

7 juin 2016  
Date de signature de l'extrait